

MINISTERE DE L'ENERGIE

**COMMISSION DE REGULATION DU
SECTEUR DE L'ELECTRICITE (CRSE)**

**REVUE DE LA CONFORMITE DE LA
PASSATION DES MARCHES AU TITRE
DE LA GESTION 2008 - LOT 1**

RAPPORT DEFINITIF

DECEMBRE 2009

**GROUPEMENT CABINET
MONTEIL & Cie / MAMADOU BARRY**

**Immeuble Café de Rome Bd de la
République – Dakar**

38, Avenue Malick Sy - Dakar

SOMMAIRE

	<u>Pages</u>
OPINION DE L'AUDITEUR.....	3
1. DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES.....	6
2. OBJECTIFS ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT.....	9
3. PRESENTATION RESUMEE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE.....	13
4. SYNTHESE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE.....	16
5. SYNTHESE DES CONSTATS A L'ISSUE DE LA REVUE DES MARCHES.....	20
6. REVUE DETAILLEE DES MARCHES.....	24

ANNEXES

Annexe n°1	Commentaire de l'Autorité Contractante sur le Rapport Provisoire
Annexe n°2	Réponse de l'Auditeur

OPINION DE L'AUDITEUR

Commentaires préalables à l'opinion de l'Auditeur
--

La mission de revue devant principalement déboucher sur l'expression d'une opinion sur le degré de respect des dispositions et procédures du Code des Marchés, l'Auditeur a formulé cette opinion selon la stratification ci-après :

Types d'opinion retenus par l'Auditeur

Explicitation des critères propres à chaque type d'opinion

Opinion « **Performance Parfaite** »

L'Autorité Contractante s'est conformée aux directives de forme et de fond du Code en matière de passation de marchés

Opinion « **Performance Satisfaisante** »

L'Autorité Contractante s'est conformée aux directives de fond, mais n'a pas respecté certaines dispositions de forme en matière de passation de marchés (**ie** dispositions de forme **n'entraînant pas des violations aux principes d'économie, d'équité et transparence.** **Ex :** non établissement et/ou non transmission des rapports périodiques exigés par le Code, archivage défectueux des documents, etc...).

Opinion « **Performance Moyenne** »

L'Autorité Contractante n'a pas respecté, sur un nombre très limité de marchés et pour des montants non significatifs certaines directives de fond en matière de passation de marchés.

Opinion « **Performance Non Satisfaisante** »

L'Autorité Contractante n'a pas respecté les directives en matière de passation de marchés, de manière récurrente et sur un nombre et pour des montants significatifs de marchés

OPINION DE L'AUDITEUR

Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous avons procédé à une revue de la conformité de la passation des marchés par la **Commission de Régulation du Secteur de l'Electricité (CRSE)** au titre de la gestion 2008.

Cette revue a été effectuée selon la méthodologie décrite **dans les développements qui suivent**, par référence aux dispositions du **Code des Marchés – Décret n° 2007 – 545 du 25 Avril 2007**, complété par le **Décret n° 2007 – 546 portant Organisation et Fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés (ARMP)** et par le **Décret n° 2007 – 547 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP)**. Il a été également tenu compte des dispositions des Arrêtés et Circulaires pris en application de ces décrets.

La mission a porté, outre la revue de l'organisation institutionnelle de l'Autorité Contractante, sur un montant total des marchés de F CFA 62.245.725, soit 100 % des marchés passés au titre de la gestion 2008 par la CRSE.

Constats à l'issue de ces travaux :

Au plan institutionnel, la CRSE s'est conformée tardivement (au dernier trimestre de la gestion 2008) aux dispositions du nouveau Code des Marchés, en ce qui concerne la mise en place de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés ; par ailleurs, ni la Cellule de Passation des Marchés ni la Commission des Marchés n'ont produit respectivement les rapports trimestriels et le Rapport Annuel sur les marchés passés au titre de la gestion 2008.

Au plan de la passation des marchés, les violations aux dispositions du Code des Marchés les plus significatives ont été celles relatives à l'information des soumissionnaires et des tiers ; il a été constaté la non – transmission des procès-verbaux d'ouverture des plis aux soumissionnaires et la non – publication, dans la majorité des cas, de l'attribution provisoire.

En outre, l'Auditeur a identifié des montants de dépenses au titre des voyages et déplacements et du carburant qui, compte tenu de leur consistance (soit respectivement de F CFA 49.342.790 et F CFA 25.707.420) auraient du faire l'objet d'appels d'offres ou de demandes de renseignements et de prix ; ces dépenses ont été exécutées sans appel à la concurrence, ce qui n'a pas permis à la CRSE de bénéficier d'éventuelles économies ou de meilleures modalités de paiement.

Conclusion de l'Auditeur :

Les constats ci-avant amènent à l'expression de la part de l'Auditeur d'une opinion « Performance Moyenne » en ce qui concerne la CRSE pour la gestion 2008.

Fait à Dakar, le 31 Décembre 2009

**Le Représentant du Groupement
BARRY / MONTEIL**

**1- DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET
PROCEDURES DE PASSATION DES
MARCHES**

1. BREF RAPPEL DU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL DU SYSTEME ET DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

▪ Dispositif institutionnel

Le décret n° **2007-545 du 25 Avril 2007** institue le Code des Marchés Publics au Sénégal. Il est complété par le **décret n°2007- 546** portant Organisation et Fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) et par le **décret n° 2007-547** portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP). Des Arrêtés ont été pris par le Ministre de l'Economie et des Finances, en application de certaines dispositions du Code des Marchés.

Le Code des Marchés Publics entre en vigueur, dès le mois de janvier 2008 (circulaire n°4 PM du 28/12/2007).

Le dispositif institutionnel comprend :

- Les **Autorités Contractantes** avec les structures suivantes installées à leur niveau : les **Commissions de Marchés** et les **Cellules de Passation des Marchés**.
- La **Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP)**, en charge, entre autres missions, du contrôle a priori des dossiers transmis par les Autorités Contractantes ; ce contrôle s'exerce à trois niveaux , en fonction de seuils de marchés fixés :
 - examen préalable des Dossiers d'Appel d'Offres (DAO) ;
 - examen des procès verbaux d'analyse comparative des offres et recommandations pour l'attribution provisoire des marchés ;
 - examen juridique et technique des marchés.

(se reporter à l'Annexe n°1)

- **L'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP)**, en charge, entre autres missions (avis, propositions, recommandations), du contrôle a posteriori des procédures de passation des marchés (audits) et du règlement des différends portés à son attention (dénonciations d'irrégularités, recours) par les parties concernées par la passation des marchés.

▪ Procédures de passation des marchés :

Les Autorités contractantes établissent leurs prévisions de dépenses pour la gestion à venir (budgets).

Elles établissent un **Plan de Passation des Marchés (PPM)**, pour les marchés d'un certain seuil, et un **Avis Général de Passation des Marchés**, transmis à la DCMP et à publier dans les conditions fixées par le décret n° 2007-545.

Elles procèdent à des consultations, selon une des formes ci-après et en respectant les modalités de publicité et d'avis préalable de la DCMP définies par le Code des Marchés :

- Appel d'Offres Ouvert (AOO),
- Appel d'Offres Restreint (AOR),
- Prestations Intellectuelles (PI),
- Demandes de Renseignements et de Prix (DRP),
- Entente Directe (ED).

▪ **Procédures d'approbation des marchés**

En fonction de seuils fixés et du type d'autorité contractante (structure d'Etat, Etablissements Publics, Agences, Sociétés Nationales), les marchés sont portés à l'approbation du Premier Ministre, du Ministre, du Représentant de l'Etat ou du Conseil d'Administration de la société.

▪ **Procédures d'exécution du marché**

L'exécution du marché (réception, paiement) est assurée par l'Autorité Contractante.

▪ **Rapports périodiques sur les marchés**

Les **Cellules de Passation des Marchés** de chaque Autorité Contractante doivent établir, en cours d'année, des rapports trimestriels à transmettre à la DCMP.

Les **Commissions des Marchés** doivent établir, avant le 31 mars de chaque année, à l'intention de l'ARMP, un rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics de l'année précédente.

La **Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP)** publie périodiquement les statistiques relatives aux marchés publics.

L'**Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP)** rend compte, dans un Rapport Annuel, des contrôles effectués et des décisions prises à l'occasion des recours introduits auprès du Comité de Règlement des Différends.

2- OBJECTIFS ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT

2. OBJECTIFS DE L'AUDIT ET METHODOLOGIE ADOPTEE

2-1 Spécificités de la Gestion 2008

La gestion 2008 correspond à la première année d'application du nouveau Code des Marchés Publics.

Elle se caractérise donc par la co-existence :

- de marchés exécutés en 2008 mais dont les procédures de passation (appels d'offres, adjudication), avaient été initiées en 2007 selon les dispositions du décret 2002-550 du 30 mai 2002 ;
- de marchés initiés en 2008 selon les dispositions du nouveau code.

Les interventions de l'Auditeur ont concerné exclusivement les marchés régis par le décret n°2007-545 (nouveau Code).

2-2 Objectifs de l'Audit

La présente mission a pour **objectif principal** :

- la vérification du processus de passation des marchés et des contrats signés entre le 1er janvier et le 31 décembre 2008, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés ;
- l'expression d'un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du Code des Marchés pour les dépenses des Autorités Contractantes.

Les **objectifs spécifiques** suivants doivent être atteints à l'issue de la mission :

- expression d'une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées ;
- contrôle de la conformité des procédures avec les principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le Code des Marchés ;
- expression d'une opinion sur la qualité des contrats (aspects techniques et économiques).

2-3 Méthodologie générale retenue pour la mise en œuvre de la mission

2-3-1 Revue de l'organisation institutionnelle de l'Autorité Contractante

La revue a consisté en un contrôle des modalités de mise en place et de fonctionnement des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés et en une appréciation de l'efficacité du système de classement des documents de passation des marchés ; de même, il a été passé en revue les relations entre les Commissions des Marchés, les Cellules de Passations et l'ARMP et la DCMP.

Des demandes ont été adressées par l'Auditeur :

- à la DCMP, pour la confirmation de la réception de la liste des membres des Commissions de Marchés et des Cellules de Passation des Marchés, des Plans de Passation des Marchés, et des rapports trimestriels des Cellules de Passation des Marchés des Autorités Contractantes, au titre de la gestion 2008.
- à l'ARMP, pour la confirmation de la réception des rapports annuels 2008 des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes ;

Les réponses obtenues ont été comparées aux résultats des revues effectuées au niveau des Autorités Contractantes.

2-3-2 Contrôle au départ de l'exhaustivité des données fournies par l'Autorité Contractante

Cette étape –importante à plus d'un titre- a été couverte par le recoupement des données fournies par les Situations, Etats et Rapports suivants :

- Budget 2008 exécuté de l'Autorité Contractante ;
- Plan de Passation de Marchés 2008 de l'Autorité Contractante ;
- Etats financiers au 31/12/2008 (Bilan, Compte de Résultat) et Grand-Livre des comptes de l'Autorité Contractante pour retracer les opérations (investissements et dépenses de fonctionnement) de 2008 ;
- Rapport d'activités 2008 de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Données statistiques sur les marchés immatriculés en 2008 à partir du site web de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;

- Rapport Annuel 2008 de l'Autorité de Régulation des Marchés (ARMP) (notamment pour les aspects liés à l'organisation des Cellules de Passation des Marchés et aux recours introduits par les parties concernées par la passation des marchés).

Le recoupement des données issues de ces différents documents a permis de vérifier et de mettre en évidence :

- les marchés (Appels d'Offres, DRP) révélés par l'Autorité Contractante à l'Auditeur, au départ de la mission ;
- les marchés non portés à l'attention de l'Auditeur ;
- les transactions intervenues sans appel d'offres ou DRP.

2-3-3 Constitution de l'échantillon

L'Auditeur a constitué l'échantillon :

- selon les modalités définies par les Termes de Références ;
- ou bien, lorsque les marchés passés n'étaient pas en nombre significatif, à 100 % des dossiers ;
- et, en y ajoutant systématiquement les transactions intervenues sans appel d'offres ou DRP.

2-3-4 Revue détaillée des marchés retenus

Une revue détaillée des marchés a été effectuée :

- contrôle sur pièces et appréciation des procédures appliquées par rapport aux dispositions du Code des Marchés ;
- analyse des contrats établis ;
- vérifications physiques, dans le cas où ces vérifications s'avèrent possibles ;
- dans certains cas, contrôle de la compétitivité des prix ;
- contrôle du niveau et du rythme des paiements.

**3- PRESENTATION RESUMEE DE L'AUTORITE
CONTRACTANTE**

3. PRESENTATION RESUMEE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE

La Commission de Régulation du Secteur de l'électricité (CRSE) est un organe de régulation sectoriel créé par la loi 98-29 du 14 Avril 1998 qui lui assigne les missions suivantes :

- promouvoir le développement rationnel de l'offre d'énergie électrique ;
- veiller à l'équilibre économique et financier du secteur de l'électricité et à la préservation des conditions économiques nécessaires à sa viabilité ;
- veiller à la préservation des intérêts des consommateurs et assurer la protection de leurs droits pour ce qui concerne le prix, la fourniture et la qualité de l'énergie électrique ;
- promouvoir la concurrence et la participation du secteur privé en matière de production, de transport, de distribution et de vente d'énergie électrique ;
- assurer les conditions de viabilité financière des entreprises du secteur de l'électricité.

3-1 Responsabilités

Dans l'exercice de sa mission, la Commission de Régulation du Secteur de l'Electricité (CRSE) a pour responsabilités :

- d'instruire les demandes de licence ou de concession relatives à la production, au transport, à la distribution ou à la vente d'énergie électrique ;
- de veiller au respect des termes des licences et des concessions en particulier ceux relatifs à l'obligation de continuité du service en qualité et en quantité ;
- d'apporter toute modification d'ordre général aux licences, concessions ou cahiers des charges ;
- d'assurer le respect des normes techniques applicables pour les entreprises du secteur de l'électricité ;
- d'assurer le respect de la concurrence dans le secteur de l'électricité ;
- de déterminer la structure et la composition des tarifs appliqués aux entreprises titulaires de licence ou de concession.

3-2 Financement

Les activités de la Commission sont réalisées sur la base d'un budget annuel soumis à l'approbation du Ministre chargé de l'Energie. Les Ressources de ce budget proviennent :

- des redevances annuelles versées par les entreprises titulaires d'une licence ou d'une concession pour la production, le transport, la distribution ou la vente d'énergie électrique ;
- des frais d'instruction de dossiers versés par les entreprises postulant à une licence ou à une concession pour la production, le transport, la distribution ou la vente d'énergie électrique ;
- des crédits inscrits le cas échéant au budget de l'Etat ;
- d'une partie des pénalités pécuniaires découlant le cas échéant des sanctions infligées à un ou plusieurs opérateurs.

Les redevances qui constituent l'essentiel des ressources de la Commission sont calculées suivant une formule qui affecte à chaque opérateur les charges prévisionnelles de la Commission en fonction de la part de chaque opérateur dans la production nationale totale d'électricité. Le secteur compte trois opérateurs : Senelec, GTI et Kounoune Power. .

Budget 2008 :

Le budget 2008 a été approuvé dans ces conditions, le 07 février 2008 par le Ministre de l'Energie et arrêté à la somme de 1 085 991 693 F CFA.

Il se présente comme suit de manière résumée :

- dépenses d'investissement : 75.000.000
- dépenses de fonctionnement : 1.010.991.693

**4- SYNTHÈSE DES CONSTATS SUR
L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE**

4. SYNTHÈSE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION

4-1 Mise en place de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés

Aux termes de la circulaire n° 0005 PM du 28/12/07, les Cellules de Passation des Marchés devaient être créées, dès la réception de la circulaire par les Autorités Contractantes.

La Commission des Marchés et la Cellule de Passation des Marchés ont été mises en place par la CRSE (note de service en date du 11 septembre 2008).

Les membres de la Commission des Marchés sont au nombre de huit (8), dont 4 membres titulaires et 4 membres suppléants. La Présidence de la Commission des Marchés est assurée par le Secrétaire Général de la CRSE. Le secrétariat est tenu par l'Expert Financier, membre de la Cellule de Passation des Marchés. Les membres de la Cellule de Passation des Marchés sont au nombre de quatre (4). La présidence en est assurée par l'Expert Juriste.

La CRSE a transmis à la DCMP et à l'ARMP, en date du 26 septembre 2008, les attestations de prise de connaissance de la Charte de Transparence et d'Ethique des membres de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés.

Les membres de la Commission des Marchés et ceux de la Cellule de Passation des Marchés sont en conformité respectivement avec les dispositions de l'Arrêté n° 11588 et n° 11586 du Ministère de l'Economie et des Finances du 28/12/2007, au plan de leur nomination, de leur nombre et de leur niveau hiérarchique (niveau cadre ou assimilé).

Problèmes identifiés par l'Auditeur

- La mise en place de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés a été effectuée de manière tardive par la CRSE ; ce retard a fait qu'en pratique, les procédures de passation des marchés ont été mises en œuvre, en l'absence de ces structures prévues par le nouveau Code des Marchés ; c'est la Commission des Marchés existant antérieurement (note du 29/12/2004) qui a procédé aux premières opérations de passation des marchés ;
- Le questionnaire remis par l'Auditeur aux membres de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés a mis en évidence des besoins de renforcement des capacités des membres de ces structures aux dispositions du nouveau Code des Marchés.

4-2 Fonctionnement de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés

Problèmes identifiés par l'Auditeur :

Sur la période Janvier – Septembre 2008, la CRSE ne s'était pas encore conformée aux dispositions du nouveau Code des Marchés ; les opérations de passation des Marchés étaient effectuées (1) en l'absence de la Cellule de Passation des Marchés (non encore créée) (2) avec la Commission des Marchés mise en place antérieurement à l'entrée en vigueur du nouveau Code.

4-3 Conservation / Archivage des informations

Problèmes identifiés par l'Auditeur :

La conservation et l'archivage des documents relatifs aux marchés ne sont pas centralisés par dossier ; ces documents sont classés de manière séparée selon l'étape de la procédure de passation des marchés (documents relatifs à l'appel d'offres et à l'adjudication séparée de ceux relatifs à l'exécution du marché et au paiement de l'adjudicataire).

4-4 Rapports périodiques

Problèmes identifiés par l'Auditeur :

- Les rapports trimestriels que la Cellule de Passation des Marchés devait établir, conformément aux dispositions de l'Arrêté n° 11588 du Ministre de l'Economie et des Finances, n'ont pas été produits et envoyés à la DCMP, au cours de la gestion 2008 ;
- Le Rapport annuel sur les marchés publics 2008 que la Commission des Marchés devait établir avant la date du 31 Mars 2009, conformément à l'article 141 du Code des Marchés Publics, n'a été ni produit, ni envoyé à l'ARMP.

**Points de Vérification
Organisation Institutionnelle**

Nom de l'autorité Contractante: Commission de Régulation du Secteur de l'Electricité

N°	Rubriques	Constats et Commentaires	Notations
1	Commission des marchés	Les membres de la Commission ont été nommés tardivement à la date du 11 Septembre 2008 Le Secrétariat est assuré effectivement par un membre de la cellule de Passation des marchés.	3
2	Cellule de Passation des Marchés	La Cellule a été mise en place à la même date que la Commission. Archivage des documents de passation et Rapports Trimestriels non exécutés par la cellule conformément à l'arrêté n°11586 du 27 décembre 2007.	3
3	Capacités en matière de Passation de Marchés	Certains membres ont un niveau acceptable. Il va falloir renforcer les compétences des membres en rapport avec le nouveau code. Notre questionnaire fait ressortir un besoin en renforcement de capacités des membres de la Commission et de la Cellule.	2
4	Conclusion	Eu égard au nombre des marchés, la CRSE possède des ressources humaines en nombre et en qualité capable d'exécuter correctement la procédure de passation mais, il est important d'assurer aux membres de la cellule et de la Commission une formation plus approfondie sur le Code des marchés.	3

Système de notation :

Performance satisfaisante = 1
Performance moyenne = 2
Performance non satisfaisante = 3

Ce système de notation a été reconduit pour toutes les grilles suivantes.

**5- SYNTHÈSE DES CONSTATS À L'ISSUE DE LA
REVUE DES MARCHES**

5. SYNTHÈSE DES CONSTATS A L'ISSUE DE LA REVUE DES MARCHÉS

5-1 Plan de Passation des Marchés / Avis Général de Passation des Marchés

Le Plan de Passation des Marchés (PPM) a été établi et transmis à la DCMP à la date du 16 Janvier 2008. Mais le montant estimatif des marchés n'était pas mentionné dans le PPM. L'avis général de passation a été publié dans le journal « Le Soleil » du 29 Janvier 2008. La CRSE a respecté ainsi les délais prévus.

Par rapport à l'exécution du PPM, il a été relevé la non exécution de la totalité des marchés de prestation intellectuelle (3 au total) prévues.

5-2 Tableau de synthèse des marchés passés par la CRSE et de l'échantillon constitué par l'Auditeur

Au titre de la gestion 2008, la CRSE a passé trois (3) marchés :

- Fournitures de bureau et consommables informatiques,
- Véhicules,
- Matériels informatiques.

Compte tenu du faible nombre des marchés, l'Auditeur les a passés en revue en totalité.

Le tableau de synthèse et l'échantillon constitué (100 %) sont décrits ci-après.

5-3 Commentaires de synthèse sur les marchés contrôlés

Les infractions aux dispositions du Code des Marchés ont surtout été décelées, en ce qui concerne la CRSE, au niveau de la publicité à assurer aux soumissionnaires et aux tiers :

- à **l'ouverture des plis**, par la non transmission du P.V. d'ouverture aux soumissionnaires ;
- à **l'attribution provisoire et à l'attribution définitive** du marché, par la non-publication dans un journal.

Ces manquements de fond peuvent ouvrir la voie à des recours préjudiciables à la correcte exécution des marchés au niveau de la CRSE.

Par ailleurs, le contrôle de l'exhaustivité des données fournies par la CRSE a permis de constater que les dépenses au titre des **Voyages et déplacements** (49.342.790 F CFA) et du **Carburant** (25.707.420 F CFA) n'ont pas fait l'objet de procédures d'appels d'offres ou de demandes de renseignements et de prix.

**QUALITE, TRANSPARENCE ET EFFICACITE DES OPERATIONS
DE PASSATION DE MARCHES**

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2008		Récapitulatif des marchés examinés lors de la présente revue	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres Ouvert (AOO)	2	57 572 430	2	57 572 430
Appel d'Offres Restreint (AOR)				
Prestations Intellectuelles (PI)				
Demandes de Renseignements et de Prix (DPR)	1	4 673 295	1	4 673 295
Entente Directe (ED)				
TOTAL	3	62 245 725	3	62 245 725
	100 %	100 %	100 %	100 %

Récapitulatif des marchés selon la nature des prestations

Marchés passés

Fournitures 62.245.725

Echantillon

62.245.725

N°	Rubriques	Constats et Commentaires	Notations
1	Plan de Passation de marchés	Le plan de passation de marché est exhaustif Le PPM consolide tous les marchés. Tous les marchés passés sont inscrits dans le PPM	1
2	Avis Général de Passation de Marchés	L'avis a été publié le 29 Janvier 2008 dans « le Soleil »	1
3	Demandes de Renseignements et de prix (DRP)	L'autorité contractante a lancé une seule DRP concernant des fournitures et des consommables informatiques. La publicité s'est faite à travers le Soleil en date du 26/03/2009 Cette DRP est suffisamment diversifiée avec 11 Soumissionnaires en 2 lots. Elle a été attribuée aux moins-disants en fonction des articles. Le dossier de consultation nous est apparu comme complet.	1
4	Délai de passation de marché	En dehors des reports d'ouverture des plis, la procédure suit des délais jusqu'à l'évaluation des offres.	1
5	Les Procès verbaux d'ouverture des plis	Les P.V. d'ouverture des plis ne sont pas systématiquement communiqués aux soumissionnaires (le marché relatif aux matériels informatiques a d'ailleurs fait l'objet d'une réclamation, à ce propos).	3
6	Publication des attributions	Nous n'avons pas pu retrouver certaines insertions	3
7	Recours	Il y a eu le recours de Orange business Services dans le marché informatique. Voir annexe 1 B. Décision ARMP	
8	Gestion des Marchés	Le problème principal est relatif au retard de paiement des factures des fournisseurs. La CRSE rencontre des difficultés de recouvrement de ses redevances dues par la Senelec.	3
9	Archivage des dossiers	Le Classement se fait par type et n° de marchés. Mais toutes les pièces ne sont pas au même endroit . Certaines se retrouvent dans les pièces comptables. En particulier les insertions, les factures... Une centralisation de toutes les pièces relatives à un marché doit être effectuée par la CRSE.	3
10	Violation des réglementations	Non transmission des P.V. d'ouverture des plis aux différents soumissionnaires	3
11	Conclusion	Procédure de passation des marchés est moyenne dans l'ensemble.	2

6- REVUE DETAILLEE DES MARCHES

**Points de Vérification
Appel d'Offres Ouvert****Référence du marché :** Marché N°02/08 Nombre de lots : 2**Objet du marché :** Véhicules**Montant du marché :** 27 848 000 CFA**Référence des titulaires :**

Lot 1 : 11 918 000 CFA Matforce : 10 Avenue Faidherbe BP 397 Dakar

Lot 2 : 15 930 000 CFA Senegalaise de l'Automobile Km 2, 5 boulevard du Centenaire de la Commune BP : 3 828 - Dakar

N°	Rubriques	Constats et Commentaires	Notations
0	Prévisions budgétaires	Le marché est inscrit dans le budget 2008 pour la somme de 30 000 000 CFA	1
1	Plan de Passation de marchés	- Le marché est mentionné dans le PPM	1
2	Revue du dossier d'Appel d' Offres	Les pièces essentielles du DAO sont incluses. Les critères de qualification et d'évaluation sont établis, pertinents et mesurables. Il s'agit pour l'essentiel de : -Chiffre d'affaires des trois derniers exercices - Capacité technique à exécuter le marché - Disponibilité du Service après-vente	1
3	Publicité	Publication de l'avis : Soleil du 31 /07/2008 Le délai accordé est de 45 jours et est conforme aux stipulations de l'article 63-2 du code des marchés	1
4	Ouverture des Offres	Feuille de présence signée des soumissionnaires Non transmission du PV d'ouverture aux soumissionnaires Report date ouverture des plis et information des soumissionnaires ; Ouverture effective 19 /09 au lieu du 15/09	3
5	Evaluation des Offres et Proposition d'attribution	Les offres qualifiées évaluées les moins disantes ont été retenues pour chaque lot. Seuls les critères d'évaluation prévus au DAO ont été utilisés.	1
6	Publication de l'attribution provisoire	La preuve de l'insertion dans un journal ne nous a pas été fournie.	3
7	Revue du marché	Lot 1 et 2 signé le 27 Janvier 2009, Lot 1 : non livré Lot 2 : livré le 24 /03 /2009 Le marché est conforme au projet contenu dans le DAO.	1
8	Approbation et notification du marché	Délai entre attribution provisoire et soumission à l'approbation : 60 Jours : délai minimal exigé : 15 jours Notification provisoire : le 17 octobre 2009 Notification définitive : le 19 Janvier 2009	3

Revue de la conformité de la passation des marchés - Gestion 2008

9	Publication de l'attribution définitive	Pas d'insertion d'attribution définitive portée à notre connaissance. Nous avons reçu l'avis non daté.	3
10	Contrôle et avis de la DCMP	Non requis. Les seuils de la DCMP ne sont pas atteints.	
11	Exécution du marché	Lot 2 : PV de réception le 24 Mars 2009 signé par une Commission de Réception composée du Directeur de la Direction du Matériel et du Transit Administratif (DMTA), de l'Expert Auto Administratif de l'Agent Judiciaire de l'Etat et du Comptable Matières de la DMTA. Pas de retard de livraison suivant bon de commande à la même date. Commission de réception : Garantie de soumission prise. Garanties de bonne exécution : seuils pour la garantie de bonne exécution non atteints	1
12	Paielements	Les paiements ne sont pas effectués	3
13	Recours et litiges	Pas de recours porté à notre connaissance Matforce qui a gagné le lot 1 n'a pas livré le véhicule arguant des problèmes liés à l'évolution des taux de change entre le Yen et l'Euro, ce qui ne lui permet pas de livrer à ce prix. Le problème est toujours en l'état	
14	Vérification de l'exécution physique	Existence physique des articles pour le lot 2 : Véhicule C5 mis à la disposition du Secrétaire Général de la CRSE.	1
15	Violations éventuelles à la réglementation	Violation article 67.4 du code des marchés relatif à la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires. Nous n'avons pas retrouvé les preuves de cette communication. Violation de l'article 81-3 du Code des Marchés relatif à la publication de l'attribution provisoire. La preuve de cette publication ne nous a pas été fournie.	3
16	Conclusion	Procédure de passation moyenne dans l'ensemble	2

**Points de Vérification
Appel d'Offres Ouvert**

Référence du marché : Marché N°03/08 Nombre de lots : 3

Objet du marché : Matériels et logiciels informatiques

Montant du marché : 29 724 430 CFA

Référence des titulaires :

Lot 1 : 6 941 687 MCI : Avenue Blaise Diagne x Rue 5 Médina BP 28 253 Dakar

Lot 2 : 4 375 310 FTF Rue 8 x Avenue Cheikh Anta Diop BP 25 795 Dakar

Lot 3 : 18 367 473 Neurotech , 8 Boulevard du Sud , Point E BP 14276 Dakar

N°	Rubriques	Constats et Commentaires	Notations
0	Prévisions budgétaires	Le marché est inscrit au Budget 2008 pour la somme de 35 000 000 CFA	1
1	Plan de Passation de marchés	- Le marché est mentionné dans le PPM - Le marché est mentionné dans l'Avis Général du 29 Janvier 2008	1
2	Revue du dossier d'Appel d' Offres	Les pièces essentielles du DAO sont incluses. Les critères de qualification et d'évaluation sont établis, pertinents et mesurables. : - Chiffre d'affaires au moins égal à 5 fois le montant de l'offre, - 3 prestations similaires au cours des 5 années, - Avoir un Ingénieur certifié sur les produits proposés.	
3	Publicité	Publication de l'avis : Journal « le Soleil » en date du 24 /09/2008 Le délai accordé est supérieur à celui exigé de 30 jours, il a été de 40 jours.	3
4	Ouverture des Offres	Feuille de présence signée des soumissionnaires Non transmission du PV d'ouverture aux soumissionnaires	3
5	Evaluation des Offres et Proposition d'attribution	Les offres qualifiées évaluées les moins disantes ont été retenues pour chaque lot. Seuls les critères d'évaluation prévus au DAO ont été utilisés.	1
6	Publication de l'attribution provisoire	Journal « le Soleil » en date du 21 Janvier 2009	1
7	Revue du marché	le marché signé est conforme aux stipulations du DAO. Les Garanties de soumission ont été prises. La garantie de bonne exécution a été fournie.	1
8	Approbation et notification du marché	Délai entre attribution provisoire et soumission à l'approbation : Supérieur à 30 Jours : le 17 Avril 2009. Le délai minimum est de 15 Jours. Lettres de commande : le 27 Avril 2009	3

9	Publication de l'attribution définitive	Pas d'insertion d'attribution définitive portée à notre connaissance.	3
10	Contrôle et avis de la DCMP	Non requis. Les seuils de la DCMP ne sont pas atteints.	
11	Exécution du marché	Garanties de bonne exécution PV de réception le 11 Mai 2009. Pas de retard de livraison	1
12	Paielements	Les paiements ne sont pas effectués	3
13	Recours et litiges	Suite parution avis d'attribution provisoire, Recours Sonatel contre attribution lot 3 à Neurotech. La CRSE n'a pas répondu dans les délais. La Sonatel a saisi l' ARMP pour arbitrage. Par décision n° 010/09/ARMP/CRD du 11 Février, l'ARMP a confirmé la décision de rejet de l'Offre de Orange Business Services. Décision pertinente de l'ARMP d'après l'Auditeur. En effet, Orange Business Services n'a pas respecté les critères de qualification en particulier à la clause 5 des IC notamment la réalisation de trois marchés similaires et la mise à disposition de compétences certifiées pour les produits essentiels tels que « Ironport » et « Websense ». La justification du chiffre d'affaire aussi n'est pas conforme.	1
14	Vérification de l'exécution physique	Existence physique des articles.	1
15	Violations éventuelles à la réglementation	Violation article 67.4 du code des marchés relatif à la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires.	3
16	Conclusion	Procédure de passation moyenne dans l'ensemble	2

**Points de Vérification
Demandes de renseignements et de Prix
(DRP)**

Référence du marché : Marché N°01/08

Objet du marché : Fournitures de bureau (lot 1) et consommables informatiques (lot 2)

Montant du marché : Total : CFA 4 673 295

Référence du titulaire : multiple lot 1 : 8 titulaires Lot 2 : 5 titulaires
Lot 1 : 2 528 195 CFA Lot 2 : 2 145 100 CFA

N°	Rubriques	Constats et Commentaires	Notations
0	Prévisions budgétaires	Le marché est inscrit au budget pour la somme de CFA 7 000 000	1
1	Plan de Passation de marchés	Le marché est mentionné dans le PPM	1
2	Publicité	Avis daté du 18 Mars 2008. Pas de preuve d'insertion dans un journal.	3
3	Délai accordé pour le dépôt des offres	Le délai accordé est de 30 jours conformément à l'article 63-2 du code des marchés.	1
4	La liste restreinte est – elle composée d'au moins 5 candidats ?	Avis publié Cahier des charges Feuille de présence signée des soumissionnaires	1
5	Existence effective des Offres	Nombre d'Offres reçues : 11 Voir Tableau des soumissions en annexe 6	1
6	Procédure d'ouverture des offres	Séance ouverture publique des offres en présence de 9 soumissionnaires sur les 11, offres reçues conformes et acceptées.	1
7	Vérification des PV d'ouverture et d'évaluation des offres	Le marché a été attribué aux offres conformes évaluées moins disantes. L'adjudication s'est faite par article (moins disant) et non par lot. Les offres ont été correctement évaluées sur la base des critères retenus dans le cahier des charges.	1
8	Documents contractuels	La DRP a fait l'objet de bons de commandes en fonction des différents articles attribués aux titulaires	1
9	Exécution du contrat	La réception des articles commandés a été effective sauf pour un fournisseur Sopeltrame qui ne pouvait pas respecter ses engagements. Voir tableaux.	1
10	Paiements	Les paiements ont été effectués	1

Revue de la conformité de la passation des marchés - Gestion 2008

11	Compétitivité des prix	La procédure de publicité ouverte utilisée et le nombre de réponses obtenues permettent d'affirmer que les prix ont été compétitifs.	1
12	Recours et litiges	Il n'y a pas eu de recours ou de réclamation.	1
13	Vérification de l'exécution physique	Il s'agit de consommables. Nous avons vérifié les P.V. de réception pour nous assurer de la livraison effective des articles commandés.	N/A
14	Violations éventuelles à la réglementation	Pas de violation à la réglementation relative aux DRP. A noter cependant : Difficulté d'exécution d'une partie de la commande confiée à Sopeltrame. En effet, en date du 14 Août 2008, la CRSE a adressé une lettre de notification d'adjudication à Sopeltrame pour confirmer son approbation pour la fourniture d'un certain nombre d'articles. Sopeltrame a répondu en faisant savoir qu'elle ne pouvait pas livrer dans ces conditions. A notre avis, il se pose le problème de la durée de validité des offres qui n'est pas mentionné dans le cahier des charges établi.	1
15	Conclusion	Procédure de passation satisfaisante dans l'ensemble	1

<p>PROBLEMES IDENTIFIES A LA SUITE DU CONTROLE PAR L'AUDITEUR DE L'EXHAUSTIVITE DES DONNEES RELATIVES AUX MARCHES</p>
--

L'examen des Etats Financiers (Bilan, Compte de Résultat de la CRSE) et l'analyse du Grand-Livre des comptes ont permis à l'Auditeur d'identifier deux rubriques de dépenses avec les montants cumulés ci-après au 31/12/2008 (en F CFA) :

Voyages et déplacements	49.342.790
Carburant et lubrifiants	25.707.420

L'Auditeur estime que, eu égard à la consistance de ces rubriques de dépenses, la CRSE aurait dû procéder à des appels d'offres ou à des demandes de renseignements et de prix auprès des agences de voyages et des compagnies pétrolières concernées, pour assurer une économie sur lesdites dépenses et / ou de meilleures conditions de paiement.

ANNEXES

Annexe n° 1 Commentaires de l'Autorité Contractante sur le
Rapport Provisoire

Annexe n° 2 Réponse de l'Auditeur

**GROUPEMENT CABINET
MONTEIL & Cie / MAMADOU BARRY**

**Immeuble Café de Rome Bd de la
République – Dakar**

38, Avenue Malick Sy - Dakar

Nous n'avons reçu aucun commentaire de l'Autorité Contractante sur le Rapport Provisoire.

Nous avons, en conséquence, établi le Rapport Définitif.

Fait à Dakar, le 31 Décembre 2009

**Le Représentant du Groupement
BARRY / MONTEIL**